



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 17

Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports

Présentation

MAY 9 1988

**Présenté par
M. Yvon Picotte
Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche**

**Éditeur officiel du Québec
1988**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour principal objet de proposer des mesures visant à assurer la pratique sécuritaire du ski alpin récréatif.

À cette fin:

— il prévoit les obligations de l'exploitant d'une station de ski alpin, notamment l'obligation de voir à l'application d'un code de conduite du skieur alpin élaboré par voie réglementaire;

— il propose également qu'un pouvoir réglementaire additionnel soit accordé à la Régie de la sécurité dans les sports afin d'établir des normes de sécurité en matière de ski alpin;

— il confère à la Régie un pouvoir d'ordonnance permettant d'enjoindre à l'exploitant d'une station de ski de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des personnes qui fréquentent la station.

Le projet de loi propose, en outre, d'autres modifications relatives au fonctionnement et aux pouvoirs de la Régie de la sécurité dans les sports, notamment en ce qui concerne le quorum, le pouvoir d'inspection et l'approbation des règlements de sécurité adoptés par une fédération d'organismes sportifs ou par un organisme sportif.

Projet de loi 17

Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 1 de la Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1) est modifié:

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 2°, des mots « lors duquel un concurrent peut recevoir une bourse ou une rémunération » par les mots « auquel participent des concurrents professionnels »;

2° par la suppression du paragraphe 3°;

3° par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant:

« 5° « sport »: une activité physique exercée au niveau de l'initiation, de la récréation, de la compétition ou de l'excellence et comprenant une certaine forme d'entraînement, le respect de certaines règles de pratique, un encadrement, un contenu technique ou un temps de pratique. ».

2. L'article 2 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **2.** La présente loi ne s'applique aux sports professionnels que dans la mesure où il s'agit d'un sport visé à l'article 40.

« **2.1** La présente loi lie le gouvernement, ses ministères et les organismes qui en sont mandataires. ».

3. L'article 11 de cette loi, modifié par l'article 1 du chapitre 50 des lois de 1986, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Malgré le premier alinéa, la Régie peut désigner un régisseur pour siéger seul au cours d'un enquête ou pour agir seul aux fins de l'application des chapitres IV et V et de la section I du chapitre VI. ».

4. L'article 13 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « ou le secrétaire » par les mots « , le secrétaire ou une personne désignée par le président, » ;

2° par le remplacement, dans la cinquième ligne, des mots « ou le secrétaire » par les mots « , le secrétaire ou cette personne ».

5. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 16.3, du suivant :

« **16.4** La Régie ou un régisseur seul qui fait enquête ou qui tient une audition ou une personne que la Régie désigne pour faire enquête est investi des pouvoirs et de l'immunité des commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37), sauf du pouvoir d'imposer l'emprisonnement. ».

6. L'article 20 de cette loi, modifié par l'article 3 du chapitre 50 des lois de 1986, est de nouveau modifié :

1° par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 5° du deuxième alinéa et après le mot « élaboration », des mots « et la diffusion » ;

2° par l'addition, après le paragraphe 7° du deuxième alinéa, du suivant :

« 8° encourager l'usage de la non-violence dans les sports. ».

7. L'article 21 de cette loi, modifié par l'article 4 du chapitre 50 des lois de 1986, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 1° et après le mot « approuver », des mots « , avec ou sans modification, ».

8. L'article 22 de cette loi, modifié par l'article 5 du chapitre 50 des lois de 1986, est de nouveau modifié par la suppression du deuxième alinéa.

9. L'article 25 de cette loi, modifié par l'article 284 du chapitre 34 des lois de 1985, est remplacé par le suivant:

«**25.** La Régie peut, par écrit, donner mandat à une personne de vérifier l'application de la présente loi et de ses règlements.

Toute personne ainsi mandatée peut, à des fins d'inspection:

1° avoir accès, à toute heure raisonnable, à tout endroit où une personne participe ou agit à une manifestation sportive à l'un des titres prévus aux articles 41 et 43, à tout endroit où peut se pratiquer un sport et à tout centre sportif, y faire des essais, prendre des photographies et des enregistrements et examiner les équipements et les installations qui s'y trouvent et ceux qui sont utilisés pour la pratique d'un sport;

2° prélever gratuitement, aux endroits où il a accès et à des fins d'analyse, des échantillons d'eau et d'air;

3° prélever, dans les cas et selon la procédure prévus par règlement de la Régie, des échantillons d'haleine ou d'urine chez les concurrents qui participent à une manifestation sportive;

4° exiger, d'une personne qui participe ou agit à une manifestation sportive à l'un des titres prévus aux articles 41 et 43, du propriétaire ou de l'exploitant d'un centre sportif ou d'un endroit où peut se pratiquer un sport ou d'une personne qui utilise un équipement ou une installation dans la pratique d'un sport, qu'il effectue ou fasse effectuer un essai, une vérification ou une analyse d'un matériau, d'un équipement ou d'une installation ou une analyse de la qualité de l'air ou de l'eau, afin de s'assurer de sa conformité à la présente loi et à ses règlements;

5° installer un appareil de mesure et en recueillir les données ou exiger d'une personne qui participe ou agit à une manifestation sportive à l'un des titres prévus aux articles 41 et 43 ou du propriétaire ou de l'exploitant d'un centre sportif ou d'un endroit où peut se pratiquer un sport, d'en installer un et de lui transmettre les données recueillies;

6° examiner et tirer copie des livres, registres, comptes, dossiers et autres documents d'une personne qui participe ou agit à une manifestation sportive à l'un des titres prévus aux articles 41 et 43 ou du propriétaire ou de l'exploitant d'un centre sportif ou d'un endroit où peut se pratiquer un sport;

7° exiger tout renseignement relatif à l'application de la présente loi et de ses règlements, de même que la production de tout document s'y rapportant;

8° exiger d'une personne qui participe ou agit à une manifestation sportive à l'un des titres prévus aux articles 41 et 43 ou du propriétaire ou de l'exploitant d'un centre sportif ou d'un endroit où peut se pratiquer un sport qu'il lui fournisse les moyens nécessaires pour faire une inspection;

9° obliger une personne se trouvant sur les lieux de l'inspection à lui prêter une aide raisonnable et à l'accompagner dans ces lieux.

La personne mandatée par la Régie doit, sur demande, s'identifier et exhiber le certificat de la Régie attestant sa qualité. ».

10. L'article 27 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « , la demande d'approbation est transmise dans le délai, selon la forme et selon les modalités prévues par règlement »;

2° par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

« La Régie approuve, avec ou sans modification, le règlement de sécurité, pour une durée qui ne peut excéder cinq ans.

La Régie peut ordonner à une fédération d'organismes sportifs ou à un organisme sportif non affilié à une fédération de modifier, en tout ou en partie, dans le délai qu'elle indique, son règlement de sécurité lorsque depuis son approbation par la Régie, ce règlement ou l'une de ses dispositions devient inefficace pour assurer la sécurité des personnes dans les sports.

À défaut par la fédération ou l'organisme de modifier son règlement dans le délai fixé par la Régie, celle-ci peut modifier à sa place les dispositions devenues inefficaces.

La demande d'approbation ou de modification est transmise dans le délai et selon la forme et les modalités prévus par règlement de la Régie. ».

11. L'article 28 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot « sportifs », des mots « , avec ou sans modification, ».

12. L'article 29 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « la notifier à la personne visée et l'informer de son droit d'appel » par les mots « en transmettre copie, par courrier recommandé ou certifié, à la personne visée dans

un délai de dix jours à compter de la date de cette décision et l'informer qu'elle peut en interjeter appel devant la Régie dans les 30 jours de sa réception ».

13. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 29, du suivant :

« **29.1** La Régie peut ordonner à un membre d'une fédération d'organismes sportifs ou d'un organisme sportif non affilié à une fédération de respecter le règlement de sécurité de cette fédération ou de cet organisme lorsque cette fédération ou cet organisme omet de le faire respecter. ».

14. L'article 30 de cette loi est modifié par l'addition, dans la troisième ligne et après le mot « loi », des mots « et doit également lui fournir, sur un formulaire dont elle prescrit la forme et la teneur, un rapport annuel sur les accidents survenus lors de la pratique d'un sport régi par cette fédération ou cet organisme et ayant causé des blessures ».

15. L'article 40 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2°, du mot « courses » par le mot « sports ».

16. L'article 44.1 de cette loi, édicté par l'article 11 du chapitre 50 des lois de 1986, est modifié :

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « , suivant les conditions et à l'époque déterminées par règlement, » ;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, des suivants :

« Le titulaire d'un permis d'organisateur valable pour une manifestation sportive de sports de véhicules motorisés, de natation, de sports nautiques ou de ski doit également payer à la Régie des droits établis selon un pourcentage des recettes brutes de la manifestation sportive ou un montant déterminés par règlement, déduction faite des droits exigés par règlement pour la délivrance de ce permis.

Ces droits doivent être payés suivant les conditions et à l'époque déterminées par règlement. » ;

3° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « premier alinéa » par les mots « présent article ».

17. Les articles 46.1 et 46.2 de cette loi sont abrogés.

13. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 46.2, du chapitre suivant:

«CHAPITRE V.1

SKI ALPIN

«**46.3** L'expression « skieur alpin » vise également toute personne qui pratique un sport autre que le ski alpin sur une piste de ski alpin.

«**46.4** L'exploitant d'une station de ski alpin doit afficher dans la station de ski alpin, aux endroits déterminés par règlement de la Régie:

1° le code de conduite du skieur alpin élaboré par règlement de la Régie et toutes autres règles de conduite qu'il impose, le cas échéant, aux skieurs alpins qui fréquentent la station;

2° les sanctions qu'il entend prendre, le cas échéant, contre un skieur alpin qui contrevient à ce code et à ces règles, et la durée de ces sanctions.

«**46.5** L'exploitant doit indiquer sur tout billet donnant accès à une piste de ski alpin que son utilisation comporte l'obligation pour le skieur alpin de respecter le code de conduite du skieur alpin et, le cas échéant, les autres règles de conduite qu'il entend lui imposer.

«**46.6** L'exploitant doit détenir une police d'assurance-responsabilité de la nature et du montant prescrits par règlement de la Régie.

«**46.7** L'exploitant doit retenir, dans la station et pendant les heures d'ouverture des pistes de ski alpin, les services du personnel de premiers soins conformément aux normes prévues par règlement de la Régie et y maintenir un service de premiers soins comprenant une salle et des trousse de premiers soins, des toboggans, tout autre équipement de premiers soins et tout moyen de communication, selon les normes prévues par règlement de la Régie.

«**46.8** L'exploitant doit:

1° donner rapidement les premiers soins à une personne blessée et, sur recommandation d'un membre du personnel de premiers soins, la transporter, aux frais de cette personne, à un centre hospitalier ou un centre local de services communautaires au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) ou chez un médecin au sens de la Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9);

2° rédiger un rapport d'accident, qu'il doit transmettre à la Régie à sa demande, sur le formulaire prescrit par règlement de la Régie dans tous les cas où un membre du personnel de premiers soins intervient à la suite d'un accident survenu sur une piste de ski alpin.

«**46.9** L'exploitant doit classer chaque piste de ski alpin selon les degrés de difficulté déterminés par règlement de la Régie.

«**46.10** L'exploitant doit :

1° préalablement à l'ouverture d'une piste de ski alpin, y effectuer une reconnaissance pour s'assurer qu'elle est praticable;

2° patrouiller les pistes de ski alpin auxquelles les skieurs alpins ont accès, en tout temps pendant leurs heures d'ouverture;

3° dès la fermeture d'une piste de ski alpin, y effectuer une reconnaissance pour s'assurer qu'aucun skieur alpin ne s'y trouve.

«**46.11** L'exploitant doit mettre à la disposition des skieurs alpins qui en font la demande, à la billetterie, des exemplaires format de poche d'un tableau synoptique des pistes de ski alpin et des remontées mécaniques dont le contenu est déterminé par règlement de la Régie.

«**46.12** L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des personnes qui fréquentent la station qu'il exploite et pour assurer le respect du code de conduite du skieur alpin.

Il est responsable de l'application de toute norme que la Régie adopte par règlement pour assurer la sécurité des personnes qui fréquentent une station de ski alpin.

«**46.13** La Régie peut rendre une ordonnance enjoignant à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires qu'elle indique pour assurer la sécurité des personnes qui fréquentent la station qu'il exploite. En cas d'urgence, cette ordonnance de la Régie peut être rendue par un régisseur seul. Dans ce dernier cas, l'ordonnance ne peut avoir d'effet pour plus de dix jours, à moins que la Régie n'en prolonge l'effet. ».

19. L'article 54 de cette loi, modifié par l'article 16 du chapitre 50 des lois de 1986, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, à la fin du paragraphe 3°, des mots « et l'époque de leur paiement », par les mots «, l'époque de leur paiement et le pourcentage des recettes brutes d'une manifestation sportive ou le montant servant à établir les droits visés au deuxième alinéa de l'article 44.1 »;

2° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 6°, des mots « d'un sport de combat » par les mots « d'une manifestation sportive »;

3° par l'addition, après le paragraphe 7°, du suivant:

« 8° exclusion de l'application de la présente loi ou de ses règlements, ou de l'une de leurs dispositions, des catégories de personnes, de stations de ski alpin, de centres sportifs ou de sports. »;

4° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Les droits visés aux articles 44 et 44.1 peuvent varier selon les catégories de permis ou de manifestations sportives ou selon la capacité du lieu où se déroulent ces manifestations que le règlement indique. ».

20. L'article 55 de cette loi, modifié par l'article 17 du chapitre 50 des lois de 1986, est de nouveau modifié:

1° par la suppression, dans la deuxième ligne du paragraphe 9°, des mots « d'approbation »;

2° par l'addition, après le paragraphe 9°, des suivants:

« 10° déterminer les cas où une personne mandatée par la Régie en vertu de l'article 25 peut prélever des échantillons d'haleine ou d'urine chez les concurrents qui participent à une manifestation sportive, et la procédure selon laquelle le prélèvement doit être effectué;

« 11° prescrire la forme et la teneur du formulaire prévu à l'article 30. ».

21. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 55, des suivants:

« **55.1** La Régie peut, par règlement, adopter des normes pour assurer la sécurité des personnes qui fréquentent une station de ski alpin. À cette fin, elle peut:

1° élaborer le code de conduite du skieur alpin, qui doit notamment porter sur les obligations de toute personne qui pratique le ski alpin ou un autre sport sur une piste de ski alpin et sur les comportements prohibés lors de la pratique de ces sports, et déterminer les endroits où doivent être affichés ce code, les règles de conduite et les sanctions;

2° déterminer la nature et le montant de la police d'assurance-responsabilité que doit détenir l'exploitant d'une station de ski alpin;

3° déterminer la dimension et les normes d'aménagement de la salle de premiers soins ainsi que l'équipement qu'elle doit contenir;

4° déterminer le nombre de trousse de premiers soins que doit comprendre un service de premiers soins, leur localisation et leur contenu;

5° déterminer le nombre de toboggans de secours que doit comprendre un service de premiers soins, leur localisation, leur dimension et leur contenu;

6° déterminer tout équipement de premiers soins et tout moyen de communication que doit comprendre un service de premiers soins, leur localisation, leur nombre et, dans le cas de l'équipement, son contenu;

7° déterminer les degrés de difficulté selon lesquels les pistes de ski alpin doivent être classifiées;

8° déterminer les affiches, panneaux, pictogrammes ou tableaux qui doivent être installés dans une station de ski alpin et en prescrire le contenu, la forme, la couleur, la dimension et la localisation ainsi que la dimension des caractères qui y sont utilisés;

9° déterminer le contenu du tableau synoptique des pistes et des remontées mécaniques;

10° déterminer ce qui constitue un obstacle sur une piste de ski alpin et en prescrire la signalisation;

11° prescrire des normes relatives à la circulation des véhicules sur une piste de ski alpin, pendant les heures d'ouverture des pistes de ski alpin et prohiber ou restreindre la circulation d'un véhicule sur ces pistes;

12° prescrire les normes relatives à la pratique d'un sport autre que le ski alpin sur une piste de ski alpin et prohiber ou restreindre la pratique d'un sport autre que le ski alpin sur une piste de ski alpin;

13° déterminer l'âge minimum, les normes de qualification et de formation d'une personne qui donne les premiers soins et d'une personne qui enseigne la pratique d'un sport qui peut s'exercer sur une piste de ski alpin;

14° prescrire la forme et la teneur du formulaire prévu à l'article 46.8;

15° prescrire toute autre norme de sécurité relative à la pratique du ski alpin, notamment quant à la conception, l'aménagement, l'éclairage, l'entretien et la signalisation des pistes de ski alpin.

« **55.2** Les dispositions que la Régie peut adopter par règlement en vertu des articles 55 et 55.1 peuvent varier selon les catégories de sports, de manifestations sportives, de centres sportifs, d'équipements, de personnes et de stations de ski alpin qu'indique le règlement. ».

22. L'article 58 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Ne constitue pas une infraction:

1° une contravention, par un skieur alpin, à une disposition d'un règlement pris en application de l'un des paragraphes 1°, 12° ou 15° de l'article 55.1;

2° une contravention, par une personne qui donne les premiers soins ou qui enseigne la pratique d'un sport qui peut s'exercer sur une piste de ski alpin, à une disposition d'un règlement pris en application du paragraphe 13° de l'article 55.1. ».

23. L'article 60 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Un membre d'une fédération d'organismes sportifs ou d'un organisme sportif non affilié à une fédération qui refuse d'obéir à une ordonnance de la Régie rendue en vertu de l'article 29.1 commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 100 \$ à 5 000 \$. ».

24. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 60, du suivant:

« **60.1** Quiconque nuit à une personne mandatée par la Régie pour vérifier l'application de la loi et de ses règlements dans l'exercice de l'un des pouvoirs prévus à l'article 25, notamment, en la trompant par réticence ou fausse déclaration, commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 100 \$ à 5 000 \$. ».

25. L'article 284 de la Loi sur le bâtiment (1985, chapitre 34) est abrogé.

26. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).